

«Orienter les modèles économiques vers des stratégies bas carbone pour contenir le réchauffement global en deçà de 2°C, c'est une nécessité et une exigence partagée transcende la simple dimension politique. C'est le sens de l'engagement de la société civile dont la mobilisation ne cesse de croître et de se structurer.

C'est aussi tout l'engagement de notre cabinet impliqué dans les stratégies et réflexions sur le développement durable en travaillant aux côtés des nombreux acteurs publics, associatifs et privés mobilisés pour porter des solutions concrètes et pour poursuivre, notamment lors de la COP23, la mobilisation pour un monde durable et apaisé! ».

**Sylvianne Villaudière**, Dirigeante fondatrice du cabinet Alliantis

« CLIMActu » est l'infolettre conçue et réalisée par le cabinet Alliantis sur le sujet du climat. Depuis 2014, vous y retrouvez régulièrement l'actualité liée au dérèglement climatique, abordée à travers différentes thématiques :

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE  
UNION EUROPEENNE ET CLIMAT  
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE  
URGENCES CLIMATIQUES

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE  
DE RIO+20 ... A LA COP22  
AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

## DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE

*La 22e conférence sur le climat, COP22, s'est achevée le vendredi 18 novembre 2016. À Marrakech, la communauté internationale a réclamé un "engagement politique maximal" contre le réchauffement. Entre déception et avancées, la conférence climat a été bousculée par l'élection du climatosceptique Donald Trump. ([Communiqué de clôture de la COP22](#))*

*Rappel : Adopté en décembre 2015 par 195 pays des Nations unies, l'accord de 39 pages vise à contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés : [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (anglais) ; [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (français)*

*Tous les regards se tournent à présent vers la 23e Conférence de l'ONU sur le climat qui sera organisée par les îles Fidji, et qui se tiendra exceptionnellement à Bonn (Allemagne) du 6 au 17 novembre 2017, sachant que l'archipel du Pacifique n'est pas en mesure d'accueillir l'événement.*

*- [Fidji a souligné ses priorités en vue de sa présidence de la COP23 \(Conférence des Nations Unies sur le changement climatique\)](#) à l'occasion ce 30 janvier 2017 de la première journée d'une réunion de trois jours entre le Premier ministre fidjien Voreqe Bainimarama et une délégation du secrétariat de l'ONU. Le Premier ministre Bainimarama a identifié les domaines clés suivants pour la présidence fidjienne: le financement de l'adaptation au changement climatique, un suivi efficace de l'adhésion par le biais du règlement de l'Accord de Paris et les objectifs du Programme d'action mondiale pour le climat.*

- Le ministère des affaires étrangères et du développement international, en collaboration avec l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et l'agence de l'écologie urbaine de la ville de Paris, a lancé le 2 février 2017 le réseau des ambassades vertes à Paris, en présence d'une soixantaine d'ambassades étrangères.

- La Ministre et Présidente de la COP21, Ségolène Royal a adressé le 13 janvier 2017 un courrier à ses homologues européens et au Commissaire européen en charge du climat pour proposer des orientations ambitieuses en vue de l'adoption des décisions d'application de l'Accord de Paris, en insistant sur plusieurs points : avancer rapidement dans l'élaboration des décisions, affirmer des exigences communes sur le contenu du bilan mondial quinquennal, le mécanisme de transparence des engagements, l'agenda de l'action... (Retrouver le courrier adressé aux partenaires de l'UE)

- En tant que gardienne de « l'esprit de Paris », la France reste mobilisée pour atteindre ses objectifs et contribuer à la lutte contre le changement climatique. C'est dans cet esprit que Ségolène Royal, Présidente de la COP21 a réuni le 26 janvier 2017 le nouveau comité de pilotage de la mise en œuvre de l'Accord de Paris avec un ordre du jour chargé.

- La Ministre Ségolène Royal a salué l'annonce par le Président Obama du versement par les États-Unis de 500 millions de dollars au Fonds vert pour le climat, qui portent les versements des États-Unis à un milliard de dollars sur leur engagement de 3Mds USD. Le Fonds vert pour le climat est une institution importante dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Il soutient la mise en œuvre des contributions nationales des pays en développement et contribue au rééquilibrage des financements au profit de l'adaptation, en particulier des pays les moins avancés et des régions les plus vulnérables au changement climatique.

- A la veille de la fin du mandat de Barack Obama, Ségolène Royal a tenu à le remercier et à saluer ses engagements qui ont joué un rôle crucial pour le climat et engagé son pays et la communauté internationale dans une dynamique irréversible : rôle décisif dans la mise en œuvre de la COP21, déploiement massif des énergies renouvelables, lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et limitation des pollutions, préservation et reconquête de la biodiversité.

- Le Gouvernement britannique a publié le 2 février 2017 son Livre blanc sur le Brexit. Il fixe ses plans en vue de la négociation à venir avec ses partenaires européens sur la sortie de l'Union européenne. Le livre blanc indique que le Gouvernement britannique « est engagé à assurer que cette génération sera la première à laisser l'environnement [aux générations futures] dans un état meilleur que celui où nous l'avons trouvé (...) l'action du Royaume-Uni en faveur du climat continuera à être soutenue par les objectifs fixés dans le Climate change act de 2008 et à travers la publication, tous les 5 ans, du budget carbone ».

- Dès son intronisation le 20 janvier, le Président des Etats-Unis Donald Trump a fait disparaître la rubrique "changement climatique" du site officiel de la Maison Blanche. Un signe parmi d'autres du tournant que va prendre la politique américaine en matière de protection de l'environnement. Durant sa campagne, Donald Trump avait déjà déclaré que le "concept de réchauffement climatique" avait été "créé par et pour les Chinois pour empêcher l'industrie américaine d'être compétitive". La mention de l'Accord de Paris a ainsi disparu du site officiel.

- Les chefs d'Etat et de gouvernement ayant participé au 27<sup>e</sup> sommet Afrique-France, qui a pris fin le 14 janvier dernier à Bamako, ont salué la "réussite" de la 22<sup>e</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (COP22), tenue du 7 au 18 novembre dernier à Marrakech.

## UNION EUROPEENNE ET CLIMAT

*De leur côté, les dirigeants de l'Union Européenne tentent d'accélérer le mouvement en faveur des politiques Climat :*

- La Commission européenne a examiné ce 1<sup>er</sup> février 2017 le deuxième rapport sur l'état de l'union de l'énergie qui montre que la modernisation de l'économie de l'Union européenne et la transition vers une ère à faible intensité de carbone sont en cours de réalisation. Les principales conclusions de ce rapport sont que l'UE dans son ensemble a continué de bien progresser dans la mise en œuvre des objectifs de l'union de l'énergie, notamment en ce qui concerne les objectifs en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2020. Elle a déjà atteint son objectif pour 2020 en matière de consommation finale d'énergie.

- Les événements climatiques extrêmes, à l'origine de 400 milliards d'euros de pertes entre 1980 et 2013, sont de plus en plus coûteux pour l'Europe, révèle un rapport de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). «Le changement climatique présente des risques de plus en plus graves pour les écosystèmes, la santé humaine et l'économie en Europe », a constaté le 25 janvier l'AEE. Les trois pays les plus touchés sont l'Allemagne (79 milliards d'euros), l'Italie (60 milliards d'euros) et la France (53 milliards d'euros).

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

*Adoptée au début de l'été 2015 par le Parlement français, la loi sur la transition énergétique a été officiellement promulguée au Journal officiel le 18 août 2015. Les décrets d'application du texte sont régulièrement publiés pour assurer sa mise en œuvre effective. Le taux d'application de la loi est d'ores et déjà de 95 % avec la publication de quatre décrets sur les véhicules propres le 12 janvier dernier.*

- Ségolène Royal, Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, et Michel Sapin, Ministre de l'Économie et des Finances, se sont félicités le 24 janvier dernier de l'émission opérée par l'Agence France Trésor de la première obligation verte souveraine de l'État français. Au cours de cette transaction inaugurale, la France a emprunté 7 milliards d'euros, pour financer la transition énergétique au travers de cette OAT verte de maturité 22 ans. Elle réalise ainsi l'émission la plus importante en taille et la plus longue en maturité jamais observée sur le jeune marché des "green bonds" mais également la plus importante émission inaugurale en taille de son histoire. *(Télécharger le communiqué)*

- Les recettes de la fiscalité environnementale s'élevaient à 47 milliards d'euros (Md€) en France en 2015. En 2014, ces recettes représentaient 2,1% du PIB, contre 2,5% pour la moyenne de l'Union européenne. Soit le 22<sup>e</sup> rang sur les 28 pays de l'UE. C'est ce qui ressort d'un état des lieux de la fiscalité écologique, publié le 23 janvier par le Commissariat général au développement durable (CGDD), qui pointe les insuffisances des dispositifs actuels.

- L'association NegaWatt a calculé l'impact concret d'une transition énergétique réussie sur l'emploi. Dans son scénario 2017-2050, publié le 25 janvier, elle présente les leviers nécessaires pour parvenir à une France neutre en carbone et alimentée uniquement par des sources renouvelables. Un objectif réalisable d'ici 2050 et qui pourrait créer, à terme, 500 000 emplois équivalents temps-plein.

- Un collectif d'ONG et de syndicats propose une trajectoire pour la France qui permette de traduire l'accord de Paris en progrès social. Le coût du projet serait financé par des ressources nouvelles. L'enjeu : comment transformer 100 milliards d'euros en 1 million d'emplois tout en sauvant la planète : c'est l'objectif, reconnu comme ambitieux, d'un collectif d'associations et de syndicats, qui a présenté l'initiative « 1 million d'emplois pour le climat » à Paris. L'idée, lancée au Royaume-Uni il y a 7 ans, a aussi essaimé en Afrique du Sud et aux Etats-Unis, en Norvège et au Portugal : il s'agit désormais d'une plate-forme.

- Une semaine à peine après son lancement à Paris, la vignette Crit'Air a servi à différencier quels véhicules ont le droit de circuler le lundi 22 janvier dernier, jour de pic de pollution dans la capitale. Les vignettes 5 ne pouvaient pas rouler dans un périmètre formé par l'A86. Pas de gratuité pour les transports publics, mais un ticket journalier à 3,80 euros. De son côté, Lyon a opté pour la "circulation alternée différenciée".

- Au terme de plus d'un an de discussion, les décrets définissant les véhicules à "faibles" et "très faibles" émissions sont enfin parus. Pour les véhicules particuliers et utilitaires légers, il s'agit de véhicules émettant au maximum 60 g de CO<sub>2</sub>/km. Dans le cadre de la loi sur la transition énergétique, la notion de véhicules propres a disparu au profit des expressions véhicules "à faibles" et "très faibles émissions". Ce changement de sémantique devait accompagner plusieurs mesures de la loi et notamment l'obligation pour l'Etat, les collectivités territoriales et les entreprises nationales "n'appartenant pas au secteur concurrentiel", de renouveler une partie de leur parc avec des véhicules à faibles émissions.

- Le financement de la transition énergétique, le maintien d'un mix bas-carbone et la sécurité électrique font partie des défis à relever, estime l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport sur la politique énergétique de la France.

## URGENCES CLIMATIQUES

*La crise climatique s'aggrave et s'accélère, bien des faits et chiffres en attestent :*

- Du 17 au 20 janvier, les leaders économiques et politiques sont réunis au Forum économique mondial à Davos pour le World Economic Forum. Dans leurs projections, les organisateurs estiment qu'une économie "plus responsable pourrait générer 12 000 milliards de dollars et créer 380 millions d'emplois d'ici 2030". Rappelant que dans l'économie responsable qui découle du concept RSE, la démarche pour les entreprises consiste à prendre en compte les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités pour adopter les meilleures pratiques possibles. C'est la notion de développement durable.

- La pollution de l'air pourrait être liée à environ 21% des cas de maladie d'Alzheimer, révèle une étude américaine publiée mardi 31 janvier dans Translational Psychiatry. Pour la première fois, ses auteurs suggèrent même une possible interaction gène-environnement.

- 2016 a été l'année la plus chaude sur la planète depuis le début des relevés de températures en 1880, marquant le troisième record annuel consécutif de chaleur, a annoncé mercredi l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA).

- Concentration de particules fines 4 fois supérieure au seuil d'alerte à Paris, Varsovie ainsi que plusieurs villes du Sud de la Pologne ont vécu un pic de pollution sans précédent au mois de janvier. Les Polonais n'avaient jamais été informés auparavant de la mauvaise qualité de leur air. Reportage.

- Déforestation, agriculture, chasse, changement climatique... les 504 espèces de primates vivant à travers le monde sont en grand danger. Dans une tribune publiée jeudi 19 janvier dans la revue Science Advances, 31 primatologues alertent.

## MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Laurence Tubiana, ancienne ambassadrice française chargée des négociations climatiques qui a quitté ses fonctions en décembre dernier, rejoindra à partir du 1er mars 2017 la European climate foundation, en tant que directrice générale.

- Le mouvement citoyen Colibris a lancé un appel en faveur d'une société plus écologique et plus solidaire. À cette occasion, un texte intitulé « le chant des colibris, l'appel du monde de demain » invite à agir « pour limiter notre impact sur la planète », et « les candidats partageant ces idées à se rassembler et à porter ensemble un projet pour transformer la France et l'Europe ». Acteurs, politiques, écrivains... Vingt-huit personnalités se sont regroupées en collectif pour publier, dans les colonnes du "Monde" du 31 janvier, cet appel invitant citoyens et candidats à l'élection présidentielle à se mobiliser et "à rêver qu'un autre monde est possible".

- Après le photovoltaïque, le stockage et la distribution de l'électricité, Total annonce vouloir mettre l'accent sur la capture et le stockage du CO2. Une technologie qui peine à émerger en raison de la faiblesse du prix du CO2 en Europe, mais qui est la solution la plus efficace pour lutter contre le réchauffement climatique selon le pétrolier. Pour cela Total va consacrer 10 % de sa R&D à la capture et au stockage du carbone.

- Alors que l'État français a émis le 24 janvier avec succès sa première obligation verte, les banques françaises continuent, elles, à prendre des engagements pour lutter contre le réchauffement climatique. Après Natixis, le Crédit agricole et la Société générale, BNP Paribas vient de décider de ne plus financer de nouvelles centrales thermiques à charbon dans le monde.

- A l'occasion des Assises européennes de la transition énergétique, qui se sont tenues à Bordeaux du 24 au 26 janvier, l'Ademe a décerné ses trophées de l'adaptation au changement climatique à trois territoires (le parc naturel régional du Vercors, la ville de Paris et la communauté d'agglomération Hérault Méditerranée) et remis les labels Cit'ergie et CAP Cit'ergie à 17 collectivités.

- Le 10 janvier, la préfecture d'Ile-de-France a annoncé la validation d'un plan d'action régional dans le cadre du renouvellement du plan de protection de l'atmosphère (PPA). "Cette troisième mouture du PPA francilien se veut concrète, pragmatique et réaliste", explique la préfecture, indiquant qu'elle comprend 25 défis, déclinés en près de 50 actions. Avant d'être définitivement adoptées, ces mesures doivent encore être soumises aux consultations réglementaires, dont l'enquête publique prévue en juillet prochain. La préfecture espère une entrée en vigueur en septembre 2017.

## DE RIO+20 ... A LA COP22

### **Du Sommet de la Terre à Rio en 92... au Pavillon France Rio+20 en 2012** **De la COP21... à la COP22** (Cliquez [ici](#) pour lire la suite)

Présente à Rio en 1992 avec une délégation de chefs d'entreprises français pionniers du développement durable au moment du 1<sup>er</sup> Sommet de la Terre, Sylvianne Villaudière a fondé en 2000 le cabinet Alliantis pour « tisser des alliances » et accompagner les décideurs en matière de stratégie de communication partenariale et RSE.

Fortement mobilisée à l'occasion des deux grands événements mondiaux du développement durable : Rio+20 et la COP21 à Paris... Elle était présente à Marrakech en tant que coordinatrice d'Entreprises COP22 présidée par Brice Lalonde.

Au cours de cette année 2016, la coordination Maroc-France « Entreprises COP22 » a contribué aux dialogues, débats et synergies entre les réseaux français d'entreprises et les réseaux d'entrepreneurs, start up et créateurs marocains et africains concernés par les enjeux climat et la COP22. Retrouvez un retour en images sur le blog de la Coordination en cliquant [ici](#).

*Blog de la Coordination Maroc-France « Entreprises COP22 » : [www.entreprisescop22.wordpress.com](http://www.entreprisescop22.wordpress.com)*

## AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

- Le 8 février 2017, Matinée Europe de Villes de France "Vers une économie circulaire pour les villes : enjeux et opportunités" (Paris)
- Le 17 février 2017, Forum de l'automobile écologique avec le soutien de la Fondation Prince Albert II de Monaco dans le cadre du 1er Salon International de l'Automobile de Monaco (16 au 19 Février 2017)
- Le 24 février 2017, matinale organisée par AFILOG et ORÉE sur le thème « Impacts de l'Accord de Paris (COP 21) sur la logistique : enjeux de la transition énergétique » (Paris)
- Le 28 février 2017, Matinales de VIVAPOLIS sur l'agenda urbain européen (Paris)
- Les 14 et 15 mars 2017, 10ème édition de Produrable
- Le 5 avril 2017, "Water : Risk, Opportunity and Sustainability" 2017 - WBCSD (Londres)
- Du 30 mai au 5 juin 2017, Semaine du développement durable 2017
- Le 5 juin 2017, World Circular Economy Forum - WBCSD (Helsinki, Finlande)
- Le 5 juin 2017, Journée Mondiale de l'environnement
- Du 19 au 23 juin 2017, Semaine européenne de l'énergie 2017
- Du 31 août au 1er septembre, Business and Climate Summit (BCS) (New Delhi – Inde)

- Le 21 septembre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème « Responsabilité sociale climatique : quels enjeux pour les acteurs non étatiques ? » (Paris)
- Du 17 au 19 octobre 2017, World Efficiency (Paris)
- Le 19 octobre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème : « L'adaptation aux changements climatiques : une nécessaire mise en débat » (Paris)
- Du 6 au 17 novembre 2017, COP23 organisée par les îles Fidji (Bonn - Allemagne)
- Le 20 novembre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème : « Quel bilan de la COP23 ? » (Paris)

### Qui sommes-nous ?

---

Spécialisé dans le conseil en stratégie d'alliances et la communication en réseau, Alliantis accompagne les dirigeants d'entités publiques, associatives et privées soucieux d'anticiper et de s'adapter aux enjeux d'un futur durable, dans un esprit partenarial, de dialogue et d'ouverture aux autres acteurs.

Alliantis a été co-fondateur avec Hopscotch de Solutions COP21, organisé en 2015 à l'initiative du Comité 21 avec les membres et réseaux du Club France Développement durable. En 2017, Alliantis poursuit son développement en se rapprochant d'EcoAct, l'acteur de référence internationale de la décarbonisation des entreprises et des territoires.

Si vous souhaitez nous faire parvenir des informations susceptibles d'apparaître dans cette infolettre, merci de nous envoyer un mail à Brice Lafon : [blafon@alliantis.fr](mailto:blafon@alliantis.fr)

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette infolettre, merci de nous renvoyer un mail à [alliantis@alliantis.fr](mailto:alliantis@alliantis.fr).



#### Cabinet Alliantis

25 boulevard Malesherbes

75008 Paris

Tel : 01 44 56 09 56

[www.alliantis.fr](http://www.alliantis.fr)



[www.solutionscop21.org](http://www.solutionscop21.org)